

Editorial

par Julie NDAYA TSHITEKU

Le titre de ce numéro 5 du *Carrefour congolais*, *Mboka bolumbu*, est une des expressions courantes qui expriment en lingala, *lingua franca* des habitants de Kinshasa, le mécontentement qu'éprouvent les Congolais à l'égard de l'état du pays. Ce mécontentement a son origine dans la détérioration progressive de l'infrastructure de base. Mais pourtant, les gestionnaires de la République démocratique du Congo ne semblent pas vouloir voir l'écart existant entre la réalité dans laquelle vivent leurs sujets et les décisions qu'ils prennent. C'est le cas de l'observance des mesures de protection contre la COVID-19. Rapporter ces discordances fut l'objectif du *Carrefour congolais* nr 4. Les premiers cas de la COVID-19 dans notre pays furent détectés en mars 2020. Comme tous les pays du monde, le Congo s'est aussi aligné aux recommandations données par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en astreignant ses sujets au respect de ces mesures, comme si c'était une évidence. L'intérêt suscité par ce thème nous a mis dans l'obligation de scinder la publication en deux tomes. Le premier tome, le no. 4, est paru en octobre 2020. Voici le second. Les auteur(es) de cette édition montrent eux aussi les écarts existants entre la gestion nationale de la pandémie et le quotidien. Les données qu'ils partagent avec nous sont une fois de plus la mise à nu de la cécité de nos dirigeants dans la résolution des imprévus qui surgissent dans la société. Malgré leurs limites, causées entre autre par la carence des moyens financiers permettant des

recherches empiriques approfondies, ils ont le mérite d'avoir observé et écouté, d'avoir confronté le réel des compatriotes.

L'article de Ingrid Mulamba, « couvre-feu ou *koboma batu?* » nous présente un cas, celui des *malewistes*, tenancières des petits restaurants populaires à Kingabwa, dans la commune de Limete/Kinshasa. L'auteure montre comment l'entrepreneuriat de ces femmes qui proposent des mets locaux à des coûts très abordables a été perturbé par le couvre feu. La limitation des heures de travail semble dès lors un obstacle pour ces gagne-petits, à la quête quotidienne de moyens pour entretenir leurs foyers. Le cas des *malewistes* peut être extrapolé à des milliers des Congolaises et des Congolais qui se débrouillent avec des activités de survie qui ont été analysées par des générations de chercheurs à travers le concept « le secteur informel urbain » (Ayimpam; De villers; Mac Gaffrey; Ndaya; Mianda ; Trefon). Des activités qui forment en réalité la base même de l'économie congolaise. Prenant une autre angle, l'essai de Odette Mabaya montre aussi la précarité financière causée par l'observance des mesures barrières dans certains domaines professionnels. Elle donne l'exemple des entreprises et des écoles privées où les employés ont été mis en berne avec l'arrêt de paiement de leur salaire. Et puis Symphorien Lubanza développe dans sa contribution la manière dont la COVID-19 est venue amplifier la pratique de l'automédication bien ancrée en RDC. L'auteur constate qu'il y a dans la population une augmentation du recours à la pharmacopée traditionnelle. Les recettes des plantes sont utilisées pour des fins curatives ou pour la prophylaxie. L'excès des doses a causé plusieurs cas des morts et autres désagréments comme rapportés dans les médias. Taty Kuketuka donne son apport en examinant les pesanteurs économico-culturelles comme cause de l'échec dans l'observance des mesures barrières. Il montre, comme rapporté aussi par Basile Osokonda (2020), comment la non implication des *leaders* d'opinion ainsi que

le mode de communication utilisé par les autorités sanitaires pour annoncer d'une part la présence du virus en RDC et d'autre part comment se protéger, ont amplifié les rumeurs au sujet de l'épidémie. La population la considère comme une maladie des autres, des politiciens, de la diaspora, des habitants des communes riches et des étrangers habitant les quartiers huppés de la ville de Kinshasa. La grande masse croit que la COVID-19 est l'affaire des nantis. Delphin Kayembe a observé comment le langage des politiciens a influencé le regard de la population envers la pandémie. Sa réflexion est proche de la pensée de Michel Foucault suivant laquelle les attitudes au sommet de l'Etat, par ceux qui détiennent le pouvoir, sont souvent reproduites par leurs sujets. Lors de la première vague, dans leurs différentes sorties médiatiques, certains politiciens protestaient contre certains décrets, les considérant comme anticonstitutionnels. Ils soupçonnaient les autorités sanitaires de faire de la pandémie un business, une occasion de recevoir et détourner l'aide financière de l'extérieure. Tout ceci camoufle aussi la fragilité du contexte sanitaire surpris par la pandémie. Elle est pour un pays sans infrastructures sanitaires adéquates (voir Shomba 2020) un défi, exigeant des actions d'urgence auxquelles les gestionnaires du pays ne savent pas répondre. Et c'est cette incertitude, cette incapacité de ne pas pouvoir donner des réponses qui s'illustre par la fuite dans des discours théâtralisés. L'attitude de l'acteur politique congolais n'a pas permis de l'apaisement, mais a plutôt permis à la population de mettre en doute chaque recommandation, convaincue largement que la politique rime avec le mensonge. Serge Kapanga Kule et Jacque Mfwankang examinent à leur tour les représentations sociales de la pandémie auprès des jeunes de la commune de Mont Ngafula et l'incidence de ces représentations sur leurs comportements. Ils arrivent à la conclusion suivant laquelle les jeunes sont incrédules, ils ne croient pas à la pandémie et ceci rend difficile leur mobilisation. Les auteurs proposent d'engager une réflexion sur des

stratégies communicatives différenciées par groupe d'âge. La contribution de Samuel Tumba Lupua est une investigation au sujet de la nature, de l'origine, de l'impact de la COVID-19 sur l'Eglise, la mission et la problématique de la vaccination. Il esquisse l'histoire et l'évolution du virus, classé par l'OMS parmi les maladies à complications respiratoires sévères (SARS). Dans son approche théologique, il recourt à la Bible afin de montrer que si les Ecritures sont remplies des exemples des pandémies comme punition de Dieu, ceci n'est pas le cas pour la COVID-19. L'auteur épouse la thèse suivant laquelle la COVID-19 est une arme génétique. Et avec cette suggestion il fait remarquer que la pandémie interpelle l'Eglise. Elle doit jouer son rôle prophétique dans la société. Il invite ainsi les églises congolaises de se raviser, de prendre psychologiquement en charge le clergé et les fidèles et de trouver des paradigmes pastoraux pour le réveil de la conscience. Et puis Honoré Fwang engage une réflexion sur la mobilisation de l'église par le gouvernement congolais dans sa lutte contre la pandémie. Si son regard est critique à l'égard de cela, la note de lecture de Gaby Bamana dans la rubrique « Lus pour vous » éclaire son sujet. Elle montre que la collaboration entre l'Etat et l'Eglise dans la gestion de la chose publique n'est pas nouvelle en RDC. Malgré que dans la constitution, le Congo se profile comme un état laïc, l'histoire du pays montre que depuis la colonisation jusqu'aujourd'hui, l'Eglise et l'Etat ont toujours collaboré et cette collaboration n'a fait que s'amplifier. Et enfin dans ce numéro, nous publions de nouveau à titre posthume un article de Muila Mavinga, suivant son souhait comme transmis par ses confrères. Comme montre le titre du document, « Anthropologie, éducation et développement économique » il examine le lien entre deux disciplines: l'anthropologie et les sciences de l'éducation. Et en traçant l'histoire de l'anthropologie, une discipline dont le focus est l'étude de l'être humain dans toute sa diversité culturelle, il montre que l'anthropologie a un apport dans l'éducation car l'institution

scolaire est le lieu de la transmission des valeurs culturelles et politiques nationales d'une société. Ainsi, par une meilleure compréhension des différents aspects culturels, politiques et économiques, l'anthropologie peut aider à la mise sur pied des bases qui peuvent servir à la construction d'une société. Il fait référence à un projet basé sur cette approche qui a été exécuté en Amérique latine dans le cadre de l'apport de l'anthropologie dans l'éducation. Et enfin dans la rubrique « Lu pour vous », Gaby Bamana recommande aux chercheurs qui s'intéressent au rôle politique de la religion en République Démocratique du Congo l'ouvrage de Convington-Ward, Yolanda « *Gesture and Power. Religion, Nationalism, and Everyday Performance in Congo* (2016) ». Le livre est l'œuvre d'une chercheuse afro-américaine et de ce point de vue, il suscite de l'intérêt par rapport au contexte euro-centrique prédominant dans les débats intellectuels sur le Congo. L'ouvrage s'inscrit dans la lignée de la littérature sur la religion et son rôle politique au Congo comme analysé par Kabongo-Mbaya (1992); Melice (2009); Maduku (2016); Ndaywel (2019); Karhamikire (2020); Bayart (2015) pour n'en citer que ceux là. Pour des raisons historiques, la politique et les institutions religieuses se sont toujours mêlées. Mais les débats académiques sur le rôle politique de la religion au Congo se limitent trop souvent à une analyse institutionnelle de la relation entre les églises et l'Etat. Peu d'études se penchent sur l'implication individuelle des leaders religieux dans les affaires politiques du pays. Ce livre informe sur le renforcement du rôle des leaders religieux dans la politique comme c'est le cas en RDC et innove le débat sur la collaboration entre les institutions religieuses et étatiques.

Bibliographie

- Ayimpam, S. (2014) *Economie de la débrouille. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Karthala.
- Convington-Ward, Y. (2016) *Gesture and Power. Religion, Nationalism, and Everyday Performance in Congo*. Duke University Press.
- de Villers, G. (1992) Petite économie marchande et phénomènes informels en Afrique, dans: G. de Villers (dirs), *Economie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique (pp.1-14)* Bruxelles: Centre d'étude et de documentation africaines.
- de Villers, G. (2002) Introduction, dans: G. de Villers, B. Jewsiewicki & L. Monnier (dirs.), *Manières de vivre: Économie de la 'débrouille' dans les villes du Congo/Zaïre*, (pp. 11-32) Institut africain CEDAF/L'Harmattan.
- Foucault, M. (1984) Deux essais sur le sujet et le pouvoir, dans: H. Dreyfus & P. Rabinow (dirs.), *Michel Foucault: un parcours philosophique* (pp. 308-321). Gallimard.
- MacGaffey, J. (1991) *The real Economy of Zaïre: The contribution of Smuggling and other Unofficial activities to national wealth*. James Currey/University of Pennsylvania Press.
- Mianda, G. (1996) *Femmes africaines et pouvoir: les maraîchères de Kinshasa*. l'Harmattan.
- Ndaya, J. (2009) *La contribution des Bayanda au ravitaillement de la ville et des villages du Kasai occidental (RDC)* [Conférence]. Poverty in medium and small cities of developing countries, Bruxelles. http://www.kaowarsom.be/en/acta_62
- Osokonda, O.B. (2020) Kinshasa entre évidences et incertitudes. Quand COVID-19 congédie toutes les autres maladies. *Le Carrefour congolais* (4) 21-39.
<http://kimpavita.nl/data/documents/CARREFOUR-4-1.pdf>

Shomba, K.S. (2020) Des mesures barrières contre COVID-19 à l'épreuve de la culture permissive de Kinshasa. *Le Carrefour congolais* (4) 41-59. <http://kimpavita.nl/data/documents/CARREFOUR-4-2.pdf>

Trefon, T. (2004) *Ordre et désordre à Kinshasa : Réponses populaires à la faillite de l'Etat*. L'Harmattan.